

---

**Décision n° CODEP-OLS-2016-027958 du Président de l’Autorité  
de sûreté nucléaire du 8 juillet 2016 autorisant la société Electricité de  
France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier temporairement les  
règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 de l’installation  
nucléaire de base n° 85 située sur la commune de Dampierre-en-Burly  
(Loiret)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par Electricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly dans le département du Loiret ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par télécopie référencée D453316009547 indice 2 en date du 27 juin 2016 et relative à la modification temporaire du chapitre III des règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 du CNPE de Dampierre-en-Burly pour ce qui concerne les conditions limites d’indisponibilité de la source auxiliaire externe ;

Considérant que, par télécopie du 27 juin 2016 susvisée, la société Electricité de France a déposé une demande d’autorisation de modification temporaire des règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d’exploitation autorisées de son installation relevant du régime d’autorisation par l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

EDF-SA, ci-après dénommée « l’exploitant », est autorisée à modifier temporairement les règles générales d’exploitation du réacteur n° 3 de l’installation nucléaire de base n° 85 dans les conditions prévues par sa demande du 27 juin 2016 susvisée.

## **Article 2**

La modification autorisée par la présente décision sera mise en œuvre au plus tard à la fin de l'arrêt pour visite partielle en cours du réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly.

## **Article 3**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

## **Article 4**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 8 juillet 2016

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint

Signé par Julien COLLET